

L'économie burundaise est très vulnérable, estime le FMI

Arrib News, 20/09/2013 – Source Xinhua Dans l'ensemble, l'économie burundaise est très vulnérable aux chocs extérieurs liés aux cours des matières premières avec pour effets pervers une détérioration des termes de l'échange, indiquent vendredi à Bujumbura M. Koffi Yao, Représentant Résident du Fonds Monétaire International (FMI) au Burundi. Yao, qui s'exprimait lors d'un café de presse destiné à analyser la mise en oeuvre du programme économique et financier du gouvernement burundais convenu avec le FMI, a précisé que l'économie burundaise est aussi sensible à la volatilité des appuis budgétaires qui ne peuvent être intégralement compensés par la mobilisation accrue des ressources intérieures du fait de l'érosion de la base taxable.

Par exemple, a poursuivi M. Yao, de 2010 à 2012, les termes de l'échange ont connu une détérioration significative de l'ordre de 139 %. Pour illustrer cette situation, il a fait remarquer que le litre d'essence revenait en moyenne à 810 FBU en 2010 contre 1291 FBU en août 2013, soit une augmentation de 59 % alors que le café arabisca se vendait fin mars dernier à 82, 11 USD en moyenne contre 130 USD en moyenne à la même période en 2010, soit une baisse de 37%. En ce qui concerne les appuis budgétaires, il a signalé qu'ils sont passés de 5% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2010 à 2% en 2012. En revanche, a-t-il noté, les recettes hors dons ont atteint 15% du PIB en 2012 contre 13, 9% en 2009. M. Yao a signalé également que des pressions baissières persistent à cause des chocs exogènes qui accuseraient un déficit de 16% en 2013. Citant l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, M. Yao a rapporté que deux burundais sur trois, ne mangent pas à leur faim et 58% des enfants de moins de cinq ans, souffrent de la malnutrition. Ainsi il s'est dit inquiet sur le fait que les effets conjugués de ces chocs fragilisent la situation financière du gouvernement et risquent de mettre à mal les progrès significatifs déjà réalisés. Pour le FMI, a-t-il plaidé, l'ultime solution face à cette difficile situation, est que les soutiens des différents partenaires au Burundi puissent se manifester via notamment le renforcement de leurs dispositifs de protection sociale en évitant de couper les crédits. Cela est vital pour éviter que les populations les plus vulnérables viennent grossir les rangs des pauvres, a-t-il insisté. Comme le pays ne peut pas recourir au levier de la politique monétaire au risque de relancer l'inflation et épuiser les réserves de la banque centrale, a-t-il fait remarquer, les partenaires au développement du Burundi devraient l'accompagner pour surmonter les difficultés financières en lui accordant plus de financements à des conditions concessionnelles. Il a promis le soutien du FMI pour assurer la protection des populations pauvres et vulnérables notamment à travers le maintien et l'augmentation des dépenses sociales dans le domaine sanitaire et scolaire. Le Burundi, a-t-il averti, n'a pas de marge de manoeuvre de relance budgétaire, d'où un ajustement budgétaire est inévitable si les besoins de financement ne sont pas satisfaits. M. Yao a tenu à souligner en outre que malgré les difficultés auxquelles le Burundi soit confronté dans la mise en œuvre de son programme financier, celui-ci a tout mis sur les rails à « grâce à des décisions courageuses du gouvernement portant sur une augmentation des recettes et une réduction des dépenses ». Le 6 septembre 2013, a-t-il rappelé, le Conseil d'Administration du FMI s'est félicité pour des progrès enregistrés par le Burundi dans la mise en oeuvre du nouveau programme de réformes économiques et financières couvrant la période 2012-2014 et soutenu par la « Facilité Élargie du Crédit » (FEC) du FMI.